

**REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
ET DU STATIONNEMENT rue de la Pompe**

Nomenclature : 6.1 Police municipale

Le Maire de SAINT-MARTIN-LA-PLAINE

Vu ensemble :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213-2 ;
- Le Code Pénal, article R 610-5,
- Le Code de la Route, articles R 411 et R 417,
- Vu la demande formulée par monsieur CHAVANNE Jean-Luc, de l'entreprise JLC CHARPENTE, 1871 route de Couttange 42320 La Grand-Croix, en vue d'obtenir l'autorisation d'effectuer des travaux de rénovation de toiture rue de la Pompe, avec la pause d'un échafaudage.
- Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des usagers,

ARRÊTE

ARTICLE 1- Le stationnement sera interdit à tous les véhicules au droit du chantier, rue de la Pompe à compter du lundi 15 juin 2026, 08h00 et ce jusqu'à la fin des travaux (11 jours maximum).

ARTICLE 2- La signalisation nécessaire à l'application des présentes réglementations sera mise en place par le pétitionnaire (à l'aide de panneaux et barrières fournis par la mairie). Le pétitionnaire s'engage à retirer de la chaussée, la signalisation fournie et à rétablir la circulation une fois l'opération terminée.

ARTICLE 3- La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance de cinquante euros, conformément aux dispositions décidées par délibération n°231207-02 du conseil municipal du jeudi 07 décembre 2023.

ARTICLE 4- Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées et feront l'objet de procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 5- Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

- Monsieur le chef de service de Police Municipale de SAINT-MARTIN-LA-PLAINE,
- Monsieur le directeur des services techniques de SAINT-MARTIN-LA-PLAINE,
- Monsieur le chef de corps des sapeurs-pompiers de SAINT-MARTIN LA PLAINE,
- Monsieur CHAVANNE Jean-Luc, de l'entreprise JLC CHARPENTE.

Fait à SAINT MARTIN LA PLAINE, le : 11 juin 2026.



Le Maire,
Maxime MARTIN

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.